



FÉDÉRATION FRANÇAISE DU MILIEU MONTAGNARD

18, rue Saint Polycarpe 69001 LYON Courriel : secretariat@ffmm.net. Tél. 04 78 39 49 08

Demande d'inscription à un stage d'accompagnateur de randonnée pédestre

N1 - STAGE TECHNIQUE

N2 - STAGE DE QUALIFICATION (cocher la case choisie)

Lieu du stage :

Date de début :

Stagiaire :

M. Mme Mlle

Nom et prénom

Adresse :

Né(e) le : Téléphone :

Adresse e-mail :

Profession ou métier :

Régime alimentaire particulier :

Joindre votre
Photo d'identité
Format 3.5 x 4.5 cm
prise de face
sur fond clair

Personne à prévenir en cas d'urgence	Nom et prénom	Tél. :
	Adresse : N°	Voie :
	Code Postal	Ville :

Covoiturage J'accepte que mes coordonnées soient communiquées : Non Oui = je me déplace Voiture Train ou car

Ayant pris connaissance du descriptif de la formation (annexe 1), des conditions de participation au stage (annexe 2), du prix de la formation et des modalités de paiement, et les acceptant sans réserve, je demande mon inscription au stage :

A titre personnel Formation entreprise CIF (Congé Individuel Formation) Pôle Emploi / Région

J'arriverai : Le jour du début du stage La veille du stage (voir supplément indiqué sur le calendrier des stages).

Réductions éventuelles : Possesseur Carte Montagne - Indiquer son numéro :

Membre d'un club affilié : Indiquer son nom : Code postal :

Calcul du prix de votre stage	
Prix du stage indiqué sur calendrier :	
Supplément arrivée la veille :	+
	+
Réduction(s) éventuelle(s) :	-
Prise en charge Entreprise, CIF, CPF, Pôle Emploi, Région, etc. :	-
Total à payer par le/la stagiaire :	=

Montant de l'acompte de 30 % Arrondi à l'euro le plus proche	=	
-----------------------------------------------------------------	---	--

Date :

Signature du/de la stagiaire

N'oubliez pas de joindre :

- Stage Technique : Votre photo d'identité (prise de face sur fond clair)
- Stage Qualification : copie de votre attestation de secourisme

Paiement de votre acompte* : Précisez les montants payés par :

- Chèque : € Carte bancaire : €
 Ch. Vacances : € Espèces : €

Pendant 10 jours à dater de la signature de ce formulaire valant contrat de formation, le/la stagiaire peut se rétracter par lettre recommandée avec accusé-réception adressée au siège de la FFMM. Le versement de l'acompte n'est pas exigé pendant cette période.

Paiement par carte bancaire : Bleue Visa Mastercard

Titulaire de la carte

N° de la carte

Expiration : Mois Année 3 derniers chiffres au verso de la carte : Indispensable



La F.F.M.M. est certifiée e-AFAQ Formation professionnelle.

Annexe 2 - Conditions générales d'organisation et de participation à un stage d'accompagnateur de randonnée pédestre

Article 1^{er} - Inscription à un stage

Les demandes d'inscriptions sont reçues, dans la limite des places disponibles, au siège national de la Fédération, 18, rue Saint Polycarpe 69001 LYON. Pour s'inscrire à un stage, adresser au siège :

- Un formulaire de demande d'inscription.
- Un acompte de 30 % du montant du stage à la charge du stagiaire.
- Un questionnaire de santé ou un certificat médical (cf. article 8).
- + Pour le stage technique : une photo d'identité format 3,5 x 4,5 cm.
- + Pour le stage de qualification : une copie d'attestation de formation en secourisme. En l'absence de ce document l'inscription au stage est possible, mais la délivrance du brevet fédéral sera retardée.

A réception de la demande d'inscription une confirmation valant contrat de formation et de séjour est adressée au stagiaire.

Article 2 - Prix du stage

- Le prix du stage comprend les frais d'animation, les repas indiqués sur la fiche d'information et l'hébergement en chambre de 3 à 6 lits selon le lieu d'hébergement (cf. fiche d'information du stage).
- Les frais d'animation, d'hébergement et de repas ne sont pas dissociables.
- Les déplacements et les dépenses personnelles ne sont pas inclus.
- Le prix du stage ne peut donner lieu à décompte en cas d'absence, de retard de départ avancé ou d'abandon en cours de stage.

Article 3 - Paiement

- Le solde du prix du stage doit être payé un mois avant le début du stage. Pour un paiement par carte bancaire, celle-ci doit être encore valable 2 mois.
- Les paiements peuvent s'effectuer, en tout ou partie par chèque bancaire, carte bancaire (Bleue, Visa, Mastercard), chèques vacances, virement bancaire ou espèces.
- Il n'est pas rendu de monnaie sur les chèques vacances. En cas de désistement les Chèques Vacances ne sont pas remboursés. Après déduction des frais de dossier (cf. article 10), leur montant restant est reportable sur un stage organisé par la fédération dans les douze mois suivants. Les e-chèques vacances ne sont pas admis.

Article 4 - Conditions de participation

- Le participant à un stage, non titulaire de la Carte Montagne est considéré comme membres de la fédération à titre de personne physique pendant la durée de la saison au cours de laquelle il participe au stage.
- L'âge minimum pour participer à un stage fédéral est de 17 ans. Il n'y a pas de limite supérieure.
- Le stagiaire peut être accompagné dans certains stages par son (sa) conjoint(e) qui paiera sa pension et une cotisation Carte Montagne. Les possibilités et conditions de participation des conjoints aux activités sont précisées par le secrétariat de la fédération.

Article 5 - Formation continue

- Une demande écrite doit être adressée au siège de la fédération pour qu'une convention soit établie avec le financeur.
- Le stagiaire s'engage à payer la différence éventuelle entre le prix du stage et la prise en charge par le financeur.
- La participation en formation continue ne dispense pas du versement d'un acompte de 30 %. Le solde du prix du stage est payable à réception de la facture établie après le stage, sans escompte.

Article 6 - Équipement minimum

- L'équipement minimum nécessaire pour participer à un stage est précisé dans la fiche d'information du stage (annexe 1).
- Tout participant dont l'équipement insuffisant ou inadapté pourrait entraîner des risques pour lui ou pour le groupe de participants sera refusé pour les exercices et sorties sur le terrain.

Article 7 - Modifications

Le contenu du stage, le lieu d'accueil, les dates et horaires peuvent être modifiés à tout moment pour les besoins de l'organisation.

Article 8 - État de santé et aptitudes

- Pour qu'une inscription soit validée, un questionnaire de santé ou un certificat médical attestant l'absence de contre-indication à la pratique de l'activité physique objet du stage, datant de moins de trois mois doit être joint à la demande d'inscription.
- La Fédération ne pourra être appelée à faire l'avance des frais médicaux ou chirurgicaux dont le paiement incombe au stagiaire ou à son organisme de Sécurité Sociale et/ou à sa mutuelle.
- Les boissons alcoolisées ne sont pas admises sur les lieux des stages et d'hébergement. La consommation modérée de vin, bière, cidre ou poiré, fournis par le centre d'accueil est toutefois tolérée aux repas.

Article 9 - Droit de rétractation

Tout stagiaire dispose d'un droit de rétractation de dix jours après l'envoi de sa demande d'inscription, par lettre recommandée avec accusé - réception adressée au siège de la fédération.

Article 10 - Désistement - annulation.

En cas de désistement après le délai ci-dessus, des frais sont retenus par la fédération. Leur montant est fonction de la date de l'annonce du désistement formulée par courrier postal ou courriel Internet, par rapport à la date de début du stage :

- ➔ Plus d'un mois avant : 20 % du prix du stage, majorés de frais fixes du montant du prix d'une Carte Montagne individuelle hors club.
- ➔ Moins d'un mois avant : totalité du prix du stage.

- La date retenue pour définir le délai d'annulation entraînant les frais ci-dessus sera le jour ouvrable suivant la réception du désistement.
- Le stagiaire peut souscrire une assurance annulation auprès de l'assureur de son choix pour son séjour.
- La fédération peut être amenée à annuler un stage en cas de force majeure, telle qu'insuffisance d'inscrits ou conditions climatiques défavorables. Dans ce cas les sommes versées sont intégralement remboursées sans donner lieu à indemnité ni à dommages et intérêts.

Article 11 - Formation fédérale

- Les stages et les examens sont organisés et validés suivant les directives de la Commission de la formation.
- Les titres délivrés par la fédération sanctionnent la compétence que la fédération reconnaît à ses cadres. Ils excluent toute pratique contre rétribution et restent la propriété de la fédération qui peut exiger leur restitution. Leur validité est liée à la possession par leurs titulaires de la Carte Montagne® de la saison en cours. La validité des titres dont la durée est limitée peut être exceptionnellement prorogée par la Commission de la formation.
- Le Bureau de la commission de la formation statue sur le recours d'un stagiaire lors de sa première réunion. Sa décision motivée est notifiée au stagiaire. Le stagiaire peut demander un nouvel examen de son recours par le Comité directeur qui statue lors de sa plus proche réunion au vu du dossier de formation, des observations écrites du stagiaire et de celles d'un représentant de l'équipe des formateurs. La décision motivée du comité directeur est notifiée au stagiaire et est définitive.
- Les stagiaires peuvent contacter AFNOR Certification pour signaler tout manquement à l'une des exigences du décret du 30 juin 2015

Article 12 - Responsabilités et assurance

- L'inscription à un stage implique la participation à toutes les activités du stage, sauf dérogation motivée accordée par le directeur du stage, et l'acceptation sans réserve des conditions de participation, des statuts et du règlement intérieur de la fédération, celui du centre d'accueil et des directives du directeur de stage, faute de quoi le stagiaire s'expose à une exclusion immédiate sans remboursement, ni indemnité, ni dommages et intérêts
- Le directeur d'un stage peut exclure, du stage ou d'une activité, tout participant dont le comportement serait de nature à entraîner des risques pour lui-même ou pour des tiers.
- Pendant le stage le stagiaire bénéficie des garantis par la Carte Montagne® - assurance pour les activités au programme du stage.

Article 13 - Informatique et libertés

- Conformément à la loi Informatique et Libertés, les personnes inscrites dans les fichiers de la fédération disposent d'un droit individuel d'accès et de rectification concernant les informations les concernant.
- Elles peuvent accéder à ces informations par simple courrier et demander de les modifier, en s'adressant au siège de la fédération.
- Les fichiers des stagiaires sont destinés exclusivement à l'usage interne de la fédération et ne sont pas communiqués à des tiers.
- Les adresses des stagiaires ne sont pas communiquées sans leur accord. Toutefois celles des accompagnateurs fédéraux de randonnées pédestres brevetés et leur photo d'identité figurent d'office sur les annuaires fédéraux sauf avis contraire signalé au siège de la fédération.

Article 14 - Droit à l'image

Sous condition d'informer le siège de la fédération dans les quinze jours qui suivent la clôture du stage auquel il a participé, tout stagiaire peut s'opposer à la publication ou la reproduction d'une photographie sur laquelle il est clairement reconnaissable.

Article 15 - Garantie des séjours

- La Fédération Française du Milieu Montagnard est immatriculée au répertoire des opérateurs de voyages et de séjours sous le N°IM069110026.
- La garantie financière est apportée par GROUPEAMA, 126, rue de la Piazza 93199 NOISY-LE-GRAND Cedex.
- Assurance RC professionnelle souscrite auprès de MMA IARD Assurances Mutuelles, 14 bd Marie et Alexandre OYON 72030 Le Mans Cedex 9.

Annexe 3 : Conditions générales des voyages et séjours organisés par la fédération.

Rappel des dispositions des articles R. 211-3 à R. 211-11 du Code du tourisme, conformément à l'article R. 211-12.

Article R. 211-3 : Sous réserve des exclusions prévues aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 211-7, toute offre et toute vente de prestations de voyages ou de séjours donnent lieu à la remise de documents appropriés qui répondent aux règles définies par la présente section.

En cas de vente de titres de transport aérien ou de titres de transport sur ligne régulière non accompagnée de prestations liées à ces transports, le vendeur délivre à l'acheteur un ou plusieurs billets de passage pour la totalité du voyage, émis par le transporteur ou sous sa responsabilité.

Dans le cas de transport à la demande, le nom et l'adresse du transporteur, pour le compte duquel les billets sont émis, doivent être mentionnés.

La facturation séparée des divers éléments d'un même forfait touristique ne soustrait pas le vendeur aux obligations qui lui sont faites par les dispositions réglementaires de la présente section.

Article R. 211-3-1 : L'échange d'informations précontractuelles ou la mise à disposition des conditions contractuelles est effectué par écrit. Ils peuvent se faire par voie électronique dans les conditions de validité et d'exercice prévues aux articles 1369-1 à 1369-11 du code civil. Sont mentionnés le nom ou la raison sociale et l'adresse du vendeur ainsi que l'indication de son immatriculation au registre prévu au a de l'article L. 141-3 ou, le cas échéant, le nom, l'adresse et l'indication de l'immatriculation de la fédération ou de l'union mentionnées au deuxième alinéa de l'article R. 211-2.

Article R. 211-4 : Préalablement à la conclusion du contrat, le vendeur doit communiquer au consommateur les informations sur les prix, les dates et les autres éléments constitutifs des prestations fournies à l'occasion du voyage ou du séjour tels que :

- 1° La destination, les moyens, les caractéristiques et les catégories de transports utilisés ;
- 2° Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques, son homologation et son classement touristique correspondant à la réglementation ou aux usages du pays d'accueil ;
- 3° Les prestations de restauration proposées ;
- 4° La description de l'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit ;
- 5° Les formalités administratives et sanitaires à accomplir par les nationaux ou par les ressortissants d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen en cas, notamment, de franchissement des frontières ainsi que leurs délais d'accomplissement ;
- 6° Les visites, excursions et les autres services inclus dans le forfait ou éventuellement disponibles moyennant un supplément de prix ;
- 7° La taille minimale ou maximale du groupe permettant la réalisation du voyage ou du séjour ainsi que, si la réalisation du voyage ou du séjour est subordonnée à un nombre minimal de participants, la date limite d'information du consommateur en cas d'annulation du voyage ou du séjour ; cette date ne peut être fixée à moins de vingt et un jours avant le départ ;
- 8° Le montant ou le pourcentage du prix à verser à titre d'acompte à la conclusion du contrat ainsi que le calendrier de paiement du solde ;
- 9° Les modalités de révision des prix telles que prévues par le contrat en application de l'article R. 211-8 ;
- 10° Les conditions d'annulation de nature contractuelle ;
- 11° Les conditions d'annulation définies aux articles R. 211-9, R. 211-10 et R. 211-11.
- 12° L'information concernant la souscription facultative d'un contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation ou d'un contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie ;
- 13° Lorsque le contrat comporte des prestations de transport aérien, l'information, pour chaque tronçon de vol, prévue aux articles R. 211-15 à R. 211-18.
- 13° Lorsque le contrat comporte des prestations de transport aérien, l'information, pour chaque tronçon de vol, prévue aux articles R. 211-15 à R. 211-18.

Article R. 211-5 : L'information préalable faite au consommateur engage le vendeur, à moins que dans celle-ci le vendeur ne se soit réservé expressément le droit d'en modifier certains éléments. Le vendeur doit, dans ce cas, indiquer clairement dans quelle mesure cette modification peut intervenir et sur quel élément.

En tout état de cause, les modifications apportées à l'information préalable doivent être communiquées au consommateur avant la conclusion du contrat.

Article R. 211-6 : Le contrat conclu entre le vendeur et l'acheteur doit être écrit, établi en double exemplaire dont l'un est remis à l'acheteur, et signé par les deux parties. Lorsque le contrat est conclu par voie électronique, il est fait application des articles 1369-1 à 1369-11 du code civil. Le contrat doit comporter les clauses suivantes :

- 1° Le nom et l'adresse du vendeur, de son garant et de son assureur ainsi que le nom et l'adresse de l'organisateur ;
- 2° La destination ou les destinations du voyage et, en cas de séjour fractionné, les différentes périodes et leurs dates ;
- 3° Les moyens, les caractéristiques et les catégories des transports utilisés, les dates et lieux de départ et de retour ;
- 4° Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques et son classement touristique en vertu des réglementations ou des usages du pays d'accueil ;
- 5° Les prestations de restauration proposées ;
- 6° L'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit ;
- 7° Les visites, les excursions ou autres services inclus dans le prix total du voyage ou du séjour ;
- 8° Le prix total des prestations facturées ainsi que l'indication de toute révision éventuelle de cette facturation en vertu des dispositions de l'article R. 211-8 ;
- 9° L'indication, s'il y a lieu, des redevances ou taxes afférentes à certains services telles que taxes d'atterrissage, de débarquement ou d'embarquement dans les ports et aéroports, taxes de séjour lorsqu'elles ne sont pas incluses dans le prix de la ou des prestations fournies ;
- 10° Le calendrier et les modalités de paiement du prix ; le dernier versement effectué par l'acheteur ne peut être inférieur à 30 % du prix du voyage ou du séjour et doit être effectué lors de la remise des documents permettant de réaliser le voyage ou le séjour ;
- 11° Les conditions particulières demandées par l'acheteur et acceptées par le vendeur ;
- 12° Les modalités selon lesquelles l'acheteur peut saisir le vendeur d'une réclamation pour inexécution ou mauvaise exécution du contrat, réclamation qui doit être adressée dans les meilleurs délais, par tout moyen permettant d'en obtenir

un accusé de réception au vendeur, et, le cas échéant, signalée par écrit, à l'organisateur du voyage et au prestataire de services concernés ;

- 13° La date limite d'information de l'acheteur en cas d'annulation du voyage ou du séjour par le vendeur dans le cas où la réalisation du voyage ou du séjour est liée à un nombre minimal de participants, conformément aux dispositions du 7° de l'article R. 211-4 ;
- 14° Les conditions d'annulation de nature contractuelle ;
- 15° Les conditions d'annulation prévues aux articles R.211-9, R. 211-10 et R. 211-11
- 16° Les précisions concernant les risques couverts et le montant des garanties au titre du contrat d'assurance couvrant les conséquences de la responsabilité civile professionnelle du vendeur ;
- 17° Les indications concernant le contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation souscrit par l'acheteur (numéro de police et nom de l'assureur) ainsi que celles concernant le contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie ; dans ce cas, le vendeur doit remettre à l'acheteur un document précisant au minimum les risques couverts et les risques exclus ;
- 18° La date limite d'information du vendeur en cas de cession du contrat par l'acheteur ;
- 19° L'engagement de fournir à l'acheteur, au moins dix jours avant la date prévue pour son départ, les informations suivantes:
 - a) Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la représentation locale du vendeur ou, à défaut, les noms, adresses et numéros de téléphone des organismes locaux susceptibles d'aider le consommateur en cas de difficulté ou, à défaut, le numéro d'appel permettant d'établir de toute urgence un contact avec le vendeur ;
 - b) Pour les voyages et séjours de mineurs à l'étranger, un numéro de téléphone et une adresse permettant d'établir un contact direct avec l'enfant ou le responsable sur place de son séjour ;
- 20° La clause de résiliation et de remboursement sans pénalités des sommes versées par l'acheteur en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue au 13° de l'article R. 211-4 ;
- 21° L'engagement de fournir à l'acheteur, en temps voulu avant le début du voyage ou du séjour, les heures de départ et d'arrivée.

Article R. 211-7 : L'acheteur peut céder son contrat à un cessionnaire qui remplit les mêmes conditions que lui pour effectuer le voyage ou le séjour, tant que ce contrat n'a produit aucun effet.

Sauf stipulation plus favorable au cédant, celui-ci est tenu d'informer le vendeur de sa décision par tout moyen permettant d'en obtenir un accusé de réception au plus tard sept jours avant le début du voyage. Lorsqu'il s'agit d'une croisière, ce délai est porté à quinze jours. Cette cession n'est soumise, en aucun cas, à une autorisation préalable du vendeur.

Article R. 211-8 : Lorsque le contrat comporte une possibilité expresse de révision du prix, dans les limites prévues à l'article L. 211-12, il doit mentionner les modalités précises de calcul, tant à la hausse qu'à la baisse, des variations des prix, et notamment le montant des frais de transport et taxes y afférentes, la ou les devises qui peuvent avoir une incidence sur le prix du voyage ou du séjour, la part du prix à laquelle s'applique la variation, le cours de la ou des devises retenu comme référence lors de l'établissement du prix figurant au contrat.

Article R. 211-9 : Lorsque, avant le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve contraint d'apporter une modification à l'un des éléments essentiels du contrat telle qu'une hausse significative du prix et lorsqu'il méconnaît l'obligation d'information mentionnée au 13° de l'article R. 211-4, l'acheteur peut, sans préjuder des recours en réparation pour dommages éventuellement subis, et après en avoir été informé par le vendeur par tout moyen permettant d'en obtenir un accusé de réception :

- soit résilier son contrat et obtenir sans pénalité le remboursement immédiat des sommes versées ;
- soit accepter la modification ou le voyage de substitution proposé par le vendeur ; un avenant au contrat précisant les modifications apportées est alors signé par les parties ; toute diminution de prix vient en déduction des sommes restant éventuellement dues par l'acheteur et, si le paiement déjà effectué par ce dernier excède le prix de la prestation modifiée, le trop-perçu doit lui être restitué avant la date de son départ.

Article R. 211-10 : Dans le cas prévu à l'article L. 211-14, lorsque, avant le départ de l'acheteur, le vendeur annule le voyage ou le séjour, il doit informer l'acheteur par tout moyen permettant d'en obtenir un accusé de réception ; l'acheteur, sans préjuder des recours en réparation des dommages éventuellement subis, obtient auprès du vendeur le remboursement immédiat et sans pénalité des sommes versées ; l'acheteur reçoit, dans ce cas, une indemnité au moins égale à la pénalité qu'il aurait supportée si l'annulation était intervenue de son fait à cette date.

Les dispositions du présent article ne font en aucun cas obstacle à la conclusion d'un accord amiable ayant pour objet l'acceptation, par l'acheteur, d'un voyage ou séjour de substitution proposé par le vendeur.

Article R. 211-11 : Lorsque, après le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve dans l'impossibilité de fournir une part prépondérante des services prévus au contrat représentant un pourcentage non négligeable du prix honoré par l'acheteur, le vendeur doit immédiatement prendre les dispositions suivantes sans préjuder des recours en réparation pour dommages éventuellement subis :

- soit proposer des prestations en remplacement des prestations prévues en supportant éventuellement tout supplément de prix et, si les prestations acceptées par l'acheteur sont de qualité inférieure, le vendeur doit lui rembourser, dès son retour, la différence de prix ;
- soit, s'il ne peut proposer aucune prestation de remplacement ou si celles-ci sont refusées par l'acheteur pour des motifs valables, fournir à l'acheteur, sans supplément de prix, des titres de transport pour assurer son retour dans des conditions pouvant être jugées équivalentes vers le lieu de départ ou vers un autre lieu accepté par les deux parties.

Les dispositions du présent article sont applicables en cas de non-respect de l'obligation prévue au 13° de l'article R. 211-4.

*